Cahiers de Psychologie Politique

N° 16 | 2010
Recherche empirique Janvier 2010

La position des sociologues dans le processus de développement :Approche systémique et approche participative.

Hassane MOURI

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-16/1363-la-position-des-sociologues-dans-le-processus-de-developpement-approche-systemique-et-approche-participative
DOI : numerev_545
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 18/01/2010

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : MOURI, H. (2010) La position des sociologues dans le processus de développement :Approche systémique et approche participative.. *Cahiers de Psychologie Politique*, (16). https://doi.org/10.34745/numerev_545

La position des sociologues dans le paysage du processus du développement est toujours dépendante d'une multitude de variables complexes, où se croise le politique et l'économique, les stratégies individuelle et les stratégies institutionnelles. La place des sociologues experts avait beaucoup changée au fil du temps et sous l'effet d'un nombre d'intervenants. Nous assistons, à la phase actuelle, à un autre rôle du sociologue praticien qui se dessine à l'aide ou sous l'influence des bailleurs de fonds.

The position of the sociologists in the landscape of the process of development is always dependent on a multitude of complex variables, or cross the political and economic, individual strategies and institutional strategies.
The place of the expert sociologists had changed a lot in the course of time and under the influence of a number of interferers. In the actual stage, another role of the sociologist practitioner, who takes shape in help or under the influence of the backers, took place.

Mots-clés :

Introduction

Ainsi un vraisemblable que celui prime paraître, l'Etat tunisien semble avoir toujours cherché à moderniser la société qu'il aurait lui-même fragilisée et perturbée par ses interventions.

Depuis l'accès du pays à l'indépendance (1956), l'Etat s'est constitué en acteur social de premier plan faisant de la modernisation de la société non seulement un choix stratégique, mais aussi sa raison d'être.

Mais compte tenu de la complexité de la société tunisienne, une société en transition dont plusieurs de ses éléments structurels ne sont pas sans rappeler la société d'hier ; une société ancrée dans la tradition, alors que d'autres éléments de cette même société semblent, au contraire, nourrir des prétentions à la modernité.

En effet, si la population continue d'être marquée par un conservatisme rétrograde, l'Etat ou plutôt l'élite au pouvoir s'est toujours considérée comme étant l'unique dépositaire de la modernité héritée de la période coloniale.

Les acteurs économiques (parmi lesquels les ingénieurs) avaient une pensée limitée dans le cadre de l'Etat nation comme matrice idéologique, défendant l'idée de la modernisation et s'opposant à la tradition. « Une société est d'autant plus moderne que les valeurs, qui orientent les conduites, donc moins particularistes, que les statuts y sont plus acquis, et donc moins prescrits ; que les normes y sont plus neutres, donc moins chargées d'affectivités et que les rôles y sont plus spécifiques, donc moins diffus[1] » Une vision sur le développement encrée dans la pensée moderne. L'élite politique, harcelé par le « décollage économique », n'ont pas suffisamment concerté les modèles de développement importés de l'extérieur, ils ont appliqué ces expériences sans même réfléchir à les adaptées. « Les théories du développement propres aux pays du Tiers Monde ont d'abord été marquées par les théories extérieures : celles qui se sont formées et affrontées au sein des sociétés dites avancées, et qui se retrouvent maintenant remises en causes[2] ».

L'introduction de la modernisation dans une société à caractère « traditionnel » nécessite un effort multiple de la part des acteurs sociaux pour l'assimilation des éléments d'une rationalité occidentale. Une des raisons pour faire appel aux sociologues.

Les décideurs politico économiques, persuadé de la complexité de la réalité sociale, ont opté pour l'approche pluridisciplinaire pour confronter les contraintes d'une modernisation accélérée touchant la majorité des secteurs économiques et sociaux de la société tunisienne.

Dans cette perspective l'Etat a crée le Centre des Etudes et des Recherches Economiques et Sociologiques (CERES) en 1962 et le Bureau des Recherches Sociologiques (BRS) ultérieurement.

A cette phase de l'histoire du développement en Tunisie, l'Etat a fait appel aux sociologues pour contribuer à développer une vision sur les problèmes et les difficultés qui entravent l'action de la modernisation de la société.

Pour quoi l'Etat fait –il appel à la sociologie ? Quel apport a donné la sociologie aux actions de développements imposées par l'Etat ? Le sociologue n'est il pas un complice impartial d'une stratégie de développement menée par les acteurs politiques de l'Etat nation ?

L'approche systémique de l'économie tunisienne a changé à la fin des années 1980 après une importante crise économique. Les bailleurs de fonds (Banque Mondiale et le FMI) ont imposé des mesures pour la réforme de l'économie tunisienne. C'est dans ce cadre que ces structures ont lancé l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) et le Programme d'Ajustement Structurel Agricole (PASA).

De ce moment, une autre relation se détermine entre le libertarisme économique et la sociologie, c'est la phase de l'approche participative ou l'Etat s'est retiré progressivement de l'assistance économique vers l'implication d'avantage de la

population dans l'auto - prise en charge de son sort économique.

Quel rôle pour les sociologues praticiens dans cette nouvelle perspective économique ? Quel profil de sociologue préfèrent les bailleurs de fonds ? Peut –on appeler son intervention une sociologie ?

Nous proposons dans ce papier l'examen des questions ci-dessus posées pour un cas pratique : l'organisation de la population en milieu rural pour la gestion de l'eau d'irrigation et de l'eau potable.

I- La place de la sociologie dans l'approche systémique

1. Quand l'Etat fait appel aux sociologues :

Nouvellement sortant du colonialisme, l'Etat Tunisien a monté une stratégie de développement socioéconomique moderne à l'instar des pays occidentaux « les sociétés en essai de développement accédant maintenant à la modernité, constituent la large majorité[3] »

Pour atteindre cet objectif, l'effort déployé par le pouvoir s'est appuyé sur les axes suivants : l'enseignement unique, obligatoire, gratuit, général et moderne, et l'installation des structures et les institutions juridiques et économiques, une économie basée sur les trois secteurs (industrie, agriculture et services)…

Avant de présenter quelques observations sur la production sociologique des années soixante, il faut rappeler que la genèse de la sociologie en Tunisie était liée à l'école Française coloniale dans un processus analytique critique.

La spécificité de la sociologie en Tunisie c'est qu'elle n'a pas donné d'intérêt à l'institution[4].

Dans ses premiers pas, la sociologie en Tunisie était aussi influencée par la qualité de la formation des initiateurs, une formation dominée par une coloration philosophique et épistémologique, comme le professeur Abdelwaheb Bouhdiba, Jean Duvignaud, Cuisinier et Paul Sebag …Ce départ a fortement influencé la production sociologique caractérisée par une domination théorique, mais aussi a contribué d'une façon directe ou indirecte à minimiser le rôle et la position de la sociologie dans le tissu social Tunisien[5].

L'identité de la sociologie comme discipline a souffert et souffre encore de la reconnaissance du pouvoir et de la société. L'introduction de la sociologie dans le paysage scientifique s'est caractérisée par beaucoup de méfiance de la part des décideurs considérants que son identité repose sur une « posture savante, militante, experte et intervenante[6] ».

Il faut attendre jusqu'à l'année 1962, c'est la création du Centre de Recherche Economique et Sociale (CERES), une structure qui se charge des recherches en sciences humaines en générale, notamment la recherche sociologique. « Cette structure était crée par une élite politique du Parti Socialiste Destourien (PSD), le savoir aide le politique pour comprendre et pour éviter les contraintes et apaiser les tensions[7]… ».

La structure, et dès sa parution, avait intégré les sociologues dans le marché du travail consultatif qui devrait répondre aux problématiques du développement et aux orientations stratégiques élaborés par l'Etat. (Voir les termes de référence et aux cahiers des charges des commanditaires et en particulier l'Etat).

L'approche économique appliquée dans la première phase de l'économie tunisienne est connue sous le nom de l'approche systémique. Cette politique économique repose sur l'hégémonie de l'Etat et la planification quinquennale des activités économiques.

Le pouvoir a rapidement constaté son besoin à de structures scientifiques pour l'assister dans son interventionnisme économique « …il y a un rattachement entre le Ministère du Plan (géré par Ahmed ben Salah[8] et le CERES… », dit un sociologue interviewé dans le cadre de ce travail.

George Balandier explique cette action de développement par « l'urgence des problèmes n'a pas permis d'attendre que les théories du développement économique et sociale soient élaborées, la politique du développement, qui aurait dû résulter d'une information rigoureuse et d'élaborations théoriques novatrices, s'est fondée sur un empirisme grossier peu propice aux progrès d'un savoir scientifique constitué[9] ».

Il est à noter que cette approche de développement repose sur l'application du plan économique ou du projet en marginalisant la population locale bénéficiaire «l'information et la communication avec la population intéressée par les projets de développement, n'ont pas beaucoup de valeur dans cette approche, une population rurale pour la majorité analphabète, n'est pas capable de bien décodée le vrai sens du message du développement », ajoute un autre sociologue témoin de cette période.

Mais compte tenu de la complexité de la réalité sociale d'une part, de la volonté politique qui veut accélérer le processus de développement national, d'autre part, les acteurs politiques se sont confrontés à de multiples contraintes à caractères socioculturels et d'ordre stratégique. Un des sociologues membre du CERES à cet époque dit : *« Les hommes du pouvoir cherchent parfois un discours scientifique et académique pour donner un sens à leurs actions…une légitimation, enrober le discours par des arguments scientifique au de la de tout soupçons… ou peut être une sorte d'ouverture sur l'élite scientifique, surtout que la société civile est quasiment absente ».*

Dans cette perspective, l'Etat tunisien fait appel aux sociologues pour contribuer à l'analyse d'une réalité sociale en mutation.

L'intervention des sociologues dans le domaine des études commanditées et les études

élaborées dans les centres spécialisés notamment le CERES, a connu deus étapes remarquablement distinctes.

- L'étape de la création du département de sociologie, ou la production était dominée par l'apport théorique et épistémologique

- L'étape de la création du CERES, là ou on a commencé à introduire les études sociologiques dans des domaines comme le développement agricole, la santé, l'éducation nationale…

Puisqu'on va traiter la contribution de la sociologie à la question du développement rural, l'accent sera mis en particulier sur les textes et la production sociologique sur le monde rural.

2. Quelques observations sur le produit des sociologues ruralistes

De la production sociologique durant les deux périodes ci - dessus mentionnées (textes et rapports des études commanditée) on a tiré quelques observations critiques, soit :

- *certaines études dominées par l'approche monographiques marquées par une faible tendance théorique,*

- *Des textes (rapports et articles publiés) sur le monde rural, avaient une vision urbaine sur un monde rural qui leur semble étranger*

- *Une analyse sociologique dominée par une logique de modernisation rejetant toute autre forme de pensée*

- *Certains sociologues ont toujours fait d'allégeance au pouvoir, ils ont légitimé les actions de développement imposées par les décideurs et les agents administratifs de développement.*

- *Toute action de refus des projets par les bénéficiaires est considérée par beaucoup de sociologues travaillant sur la question comme « une résistance au changement ».*
  Les sociologues avaient contribué directement ou indirectement à l'imposition du discours de l'appareil du pouvoir comme une réalité objective « l'intérêt national »

- *Tout discours sociologique peu compatible avec les directives du pouvoir, étaient*

pour longtemps suspectés et marginalisés. « Malgré l'interventionnisme de l'Etat dans tous les secteurs, le sociologue bénéficie d'une marge de liberté qui lui permet de choisir son modèle d'analyse et de dire son mot.... C'est l'une des raisons qui explique le fait que le pouvoir avait souvent intervenu soit pour changer des directeurs du CERES, soit pour résilier les contrats de certains sociologues... », réclame un autre sociologue interviewé.

- *La présence d'une hétérogénéité idéologique a marqué la période des années 1960 et 1970 (l'approche structuraliste, fonctionnaliste et marxiste). Le même sociologue poursuit : « Le politique n'a pas apprécié quelques productions sociologiques critiques plus exactement sur la politique des coopératives...nous étions deux tendances : sociologues militants trop critique pour la politique économique du pouvoir, une deuxième tendance alliée du pouvoir, ce sont les collègues de l'appareil »*

- *Un plaquage ou une adaptation de la réalité sociale à la théorie : la réalité sociale doit se conformer à la théorie adoptée souvent vécu comme une conviction idéologique.*

Les sociologues intéressés par les questions de développement à la veille de l'indépendance ont pensé le développement mais dans un cadre idéologique bien déterminé celui de l'Etat nation et dans des approches sociologiques déterministes

Cette exclusion du monde paysan par l'Etat et par les sociologues, mais aussi l'absence des structures représentatives indépendantes dans le milieu rural, ont favorisé l'émergence des logiques et des stratégies paysannes très complexes qui influencent jusqu'à nos jours les réactions et les attitudes des acteurs en milieu rural.

Le paradigme dominant les structures de la recherche (CERES et BRS) est le développement articulé avec une vision politico idéologique de modernisation « il est possible de dire que les sociologues du CERES étaient engagés par l'appareil de l'Etat pour défendre ou légitimer scientifiquement le modèle de développement imposé »

Il faut attendre les années 1970 avec l'arrivée d'une nouvelle génération de sociologues. Cette génération a travaillé sur des questions s'introduisant dans le thème du développement, les problématiques abordées sont autour des petites villes et la question de l'urbanisation, l'industrie dans l'espace rural, les institutions et l'organisation du travail et les coopératives agricoles, l'agriculture familiale... *(Ferdj Stambouli, Ridha Boukraa, Khalil Zamiti, Salah Hamzaoui, Lilia Ben Salem*...)

Cette nouvelle génération de sociologiques a fortement marqué la production scientifique sociologique dans la mesure où les nouveaux sociologues ont introduit en plus de la problématique du développement, d'autres questions comme la famille,

l'éducation, la culture, la sociologie politique10…

Les nouveaux textes sociologiques ont réussit à articuler les deux aspects théoriques et empiriques, une façon pour sortir la sociologie de la posture monographique et du paradigme développementaliste.

II- L'économie du marché impose un autre rôle pour les sociologues

1. Sociologues et champs sociologiques

Faut-il rappeler que la période des années 1960 et 1970 était une sociologie dominée par le paradigme du développement. Les sociologues étaient engagés par l'Etat d'abord comme des fonctionnaires (chercheurs, enseignants, conseillés) pour faire des études commanditées sur certaines questions recommandées par les acteurs politiques comme la modernisation et le développement. Les études sociologiques ont contribué à la construction du projet de société modernisée. La formation de la plus part des sociologues tunisiens dans l'école sociologique occidentale et plus particulièrement française a participé à l'ancrage des idées modernes de la société projet.

Après une certaine accumulation historique de la formation des sociologues en Tunisie, on peut essayer de proposer une typologie générale des sociologues selon une nomenclature des métiers exercées.

Il faut rappeler que sont nombreux les travaux sur la question du métier de sociologie, mais reste le travail le plus ressent est celui Jan Spurk (2006).

Jan Spurk11 se propose quatre idéaux types de sociologues ainsi que leurs approches méthodologiques.

- L'intellectuel, c'est le sociologue qui acquiert la reconnaissance des autres par son agir dans un espace public favorable à la critique sociologique. Cette catégorie s'engage avec la société à travers un projet de dépassement et d'amélioration de la vie sociale.

- L'académicien « le savant » (Weber), il se caractérise par une distance par rapport aux espaces publics larges, et se réfère essentiellement aux normes et aux règles de la production scientifique et de la conduite propres à l'académisme qui souvent orientées vers la recherche. Le monde des sociologues académiciens se marque par un rapport flou avec l'économie et la politique.

- Le sociologue médiatisé, il est omni présent dans les mass médias, c'est en même temps « l'acteur et le produit de l'industrie culturelle » (12). Le sociologue fortement médiatisé est un acteur de spectacle, il est à la quête d'un pouvoir symbolique nécessaire à une reconnaissance difficile à atteindre sauf à travers la compétence et

l'industrie médiatique. A force de simplifier discours sociologique pour toucher le grand public, le sociologue devient de plus en plus proche du journaliste et l'espace entre les deux spécialités devient lui aussi flou au point parfois on ne distingue pas la différence entre les acteurs à savoir les deux spécialités.

- L'expert, cette catégorie a vraiment contribué depuis son existence à la contractualisation et professionnalisation de la sociologie. La sociologie de l'expertise repose essentiellement sur la spécialisation très pointue, sur la pertinence du choix du modèle d'analyse, sur l'expérience accumulée au fil du temps et sur la compétence reconnue comme telle. Le sociologue expert traduit la volonté d'être socialement reconnu et de faire une carrière qui transforme le sociologue « savant » en expert.

Si cette typologie révèle la position des sociologues dans le champ de la sociologie occidentale, on peut s'inspirer d'elle au moins trois types qui correspondent généralement à la réalité tunisienne, c'est l'académicien, le sociologue médiatisé et l'expert.

On peut dire même qu'il y a deux types de sociologues qui existent dans notre réalité sociale, le sociologue académicien et l'expert, le premier, c'est l'universitaire enseignant et chercheur, orienté vers la recherche scientifique et qui a un rapport marqué par un certain flou et fragilité avec certaines questions de la société.

Le deuxième type est le sociologue expert (qui peut être en même temps l'académicien), engagé dans le domaine de la consultation, sollicité et reconnu par le champ de l'expertise.

Le sociologue intellectuel comme il était définit ci-dessus commence à être de plus en plus rare. Cette situation traduit la réalité dans laquelle vie les sociologues, une situation marquée par le recul de la société civile et les marges contractées de la liberté.

« J'aime dire un mot sur un point qui me parait intéressant. Le rapport du sociologue tunisien au militantisme et au rôle de l'intellectuel est un peu ambigu voir complexe, en avançant avec l'âge la force du militantisme, et à l'exception de quelques uns, s'affaiblit progressivement… C'est un engagement d'autre forme…nous sommes pris par les exigences de la vie et du quotidien, par contre en France par exemple une fois la carrière professionnelle est assurée les intellectuels s'investisses plus dans les mouvements de protestation et la société civile (Pierre Bourdieu Jean Paul Sartre avant lui…). Le sens de l'engagement me parait-il a changé, nous plus confronté à l'opportunisme, l'intérêt et d'autre « valeurs », et par conséquent le rapport au savoir à changé. »

2. Les bailleurs de fonds imposent leur réforme

Il est inutile de penser le développement intégré sans l'implication réelle de la population locale. La participation des bénéficiaires passent par la création des

organisations dans le milieu rural pour la gestion et le contrôle des ressources naturelles.

Or, la société rurale tunisienne et depuis longtemps souffre d'une certaine représentativité surtout après la disparition des structures traditionnelles et communautaires. Le vide institutionnel était rempli par le parti au pouvoir certes, mais pas pour la période actuelle où se jouent de nouvelles logiques : privatisation, libéralisme économique, les stratégies des bailleurs de fonds…

Pour une telle mission, l'Etat à besoin d'un savoir crédible pour faire fasse, d'une part aux exigences des bailleurs de fonds et d'autre part pour organiser la population afin de gérer les projets d'eau par exemple.

A partir des années 1980 l'environnement économique international a changé, essentiellement le rapport entre les pays développés et les pays sous-développés après que les bailleurs de fonds avaient constaté l'échec des économies planifiées des pays pauvres.

Cette étape est caractérisée par :

- L'engagement de l'Etat vers les bailleurs de fonds à travers la signature des accords internationaux, le GATT et ultérieurement l'OMC ;

- L'application des programmes d'ajustement structurel qui ont imposé une politique de libéralisme économique ;

- L'effritement (le repli) de l'Etat dune gestion directe de l'économie pour laisser l'initiative au secteur privée ;

- La privatisation progressive du secteur public ;

- La mobilisation du patrimoine foncier public à travers la politique du montage des Sociétés de Mise en Valeur et du Développement Agricole (SMVDA) et les lots techniciens ;

- Le transfert de la gestion des grands périmètres irrigués publics de l'Etat (arrondissement périmètres irrigués du Ministère de l'agriculture) au Groupements d'Intérêt collectif (GIC) ou directement au Groupement de Développement Agricole (GDA) ;

- L'organisation de la population notamment en milieu rural pour l'auto gestion des

projets de développement : eau potable, irrigation, parcs nationaux, conservation des eaux et du sol… ;

- De nouveaux concepts commencent à galvauder le champ lexical des développeurs comme : l'autogestion, la gouvernance, la participation, la concertation, l'empowrment, l'approche genre…

3. Le rôle du sociologue et ses contraintes

3.1 La formation

Suite à des transformations dans les programmes nationaux de l'éducation pendant les années 1990, la formation des sociologues s'est caractérisée par une certaine formation hybride. Une formation d'abord théorique, mais aussi une arabisation de l'enseignement supérieure articulée avec un système d'orientation universitaire influençant le développement d'un discours sociologique dans sa majorité théorique, notamment l'absence de la posture critique de la sociologie13.

La marginalisation comme concept sociologique est valable pour l'étude de la situation et la réalité de quelques disciplines, notamment la sociologie. Cette spécialité est enseigné en Tunisie depuis presque un demi siècle, et pourtant, elle n'a pas réussit à intégrer la vie professionnelle en tant que discipline reconnu sur le marché du travail. Cette exclusion exprime bien une marginalisation des sociologues de la vie active, et toute autre forme d'insertion. Les initiatives personnelles isolées n'expriment pas une volonté politique pour introduire les sociologues dans le marché du travail surtout qu'il y a actuellement trois départements de sociologie.

Le statut de la sociologie comme un champ de batail pour la génération des années 1980 semble une image obscure et sans avenir chez les étudiants actuels de la discipline. Les quelques mouvements de réclamation du statut de la spécialité n'est qu'une manipulation politiques des fractions existantes sur la seine politiques universitaire pour d'autres finalité que l'intérêt des sociologues.

« Nous sommes confronté à une nouvelle génération de sociologues qui a abandonné une formation influencée par le théorique, pour laisser le champ à d'autres enjeux idéologiques dominant progressivement le scientifique » dit un autre sociologue.

Un autre point méritant d'être évoquée, c'est l'absence de l'institutionnalisation de la recherche sociologique. La majorité des sociologues et à nos jours sont livrés à eux même dans le domaine de la recherche sans aucun soutien financier et même moral des structures de l'Etat (Ministère de l'enseignement supérieur et de la **recherche scientifique**, quelques centres de recherche….). La sociologie tunisienne académique est depuis son institutionnalisation dans les années 1960/1970 jusqu'à aujourd'hui, reste une sociologie de cours. Elle vit de l'Etat à travers les salaires d'enseignants et

des chercheurs. Ce point nécessite en lui-même une étude approfondie.

3.2. Les intervenants non spécialistes

L'intervention des sociologues n'est pas une simple question occupationnelle ou d'activités marginales dans la vie des individus et la construction de la société. C'est l'identité d'un métier qui ne cesse de s'accroitre et de prendre forme. La majorité des intervenants sont des sociologues fonctionnaires et plus exactement des enseignants. Leur enjeu est de trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie de consultant, car chaque activité impose des règles et des exigences difficiles à conjuguer. De plus, des réseaux informels de relations et de liens commencent à paraitre et dominent le champ d'intervention des sociologues dans le domaine de l'expertise, et par là passent des non spécialistes, mais comme même se prétendent « sociologue ».

En Tunisie, et dans le domaine de la consultation sociologique, comme d'ailleurs d'autres champs d'intervention, on trouve un bon nombre de non spécialistes en sociologie et qui se présentent en tant que telle : (des agroéconomistes, des géographes, des spécialistes en formation et animation sociale, même un documentaliste). Les raisons qui pouvaient expliquer cette situation sont multiples :

- Une formation en sociologie peu adéquate aux exigences du travail consultatif
- L'absence d'un statut type qui protège les sociologues et qui défend la profession et même une identité de l'intervention sociologique
- Le secteur de la consultation sociologique nécessite d'être organisé (conseil d'ordre pour les sociologues consultants).

3.3. Administration et bailleurs de fond

L'impact de l'application de cette nouvelle approche économique sur le monde rural semble important. Le montage, d'un tissu associatif pour le développement, à côté des autres formes d'organisation de la population, a fortement marqué le paysage organisationnel de la société rurale tunisienne. Ces changements paraîtres légitimé la question suivante :

Les évolutions que connaît le monde rural remettent-elles en cause l'objet et le champ d'application de la sociologie rurale comme ils étaient définis au cours des précédentes décennies ?

Pour ne pas reproduire les mêmes problèmes du développement des années 1960 et 1970, les bailleurs de fonds ont imposé leurs directives économiques et leurs approches de voir les choses.

Parmi les étapes nécessaires recommandées :

- Elaborer des études techniques et socio économiques
- se concerter avec la population pour voir son avis sur la conception du projet
- Si la population est favorable au projet, il faut qu'elle s'organise dans une structure de gestion volontaire (AIC, GIC, GDA, ADL (Association de Développement Locale), SMSA des Sociétés Mutuelles de Services Agricoles à la place des coopératives de services agricoles.
- L'application de l'approche participative dans le choix, l'exécution des travaux et la gestion du projet

Le besoin à un œil extérieur loin de la complexité administrative, de tant plus que les techniciens du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques chargés de l'encadrement des systèmes d'exploitation hydrauliques sont jugés incompétents pour remplir une telle tâche nécessitant un savoir faire important, une des raisons que les bailleurs de fonds ont recommandé l'appel aux sociologues experts dans la matière.

On peut distinguer deux étapes :

- La première phase de cette action est définie par une sorte de détection des sociologues capables d'opérer sur le terrain. L'objectif était double : Le montage d'une méthodologie d'intervention dans le milieu rural en premier lieu et l'application de la méthodologie par des sociologues par la suite.

- ***la deuxième phase*** est l'étape de perfectionnement de l'approche méthodologique.

Cette deuxième phase qui nous intéresse en premier lieu. Les bailleurs de fonds mais aussi l'administration proposent une autre démarche méthodologique inspirée de la première phase qui consiste à :

- le sociologue doit utiliser un manuel préconçu par l'administration et l'assistance technique.
- la méthodologie impose des techniques d'investigation bien déterminées
- l'administration « propose » les techniques d'animation des réunions avec la population, l'utilisation des supports didactiques, le contenu de la séance, le

procès verbal de la réunion, le plan du rapport…

Cette attitude de l'administration a réduit l'intervention du sociologue expert en un simple exécuteur de tâches bien préparées en avance.

3.4. Le terme de référence : contrat ou cahier des charges

Faut-il rappeler que le terme de référence est d'abord la problématique de l'étude qu'il faut mener. Il délimite les questions sur les quelles l'équipe pluridisciplinaire doit répondre. Il se transforme en contrat entre l'administration et les experts en concevant la démarche méthodologique, les techniques et même le contenu du rapport, en un mot il oriente la recherche vers des questions bien déterminées. A ce niveau, peut-on parler d'une intervention sociologique ? La réponse est bien sûr que non, parce que toute intervention sociologique suppose sur un part considérable de liberté méthodologique technique et essentiellement critique « la sociologie une discipline qui dérange » (Bourdieu).

Donc c'est un autre rôle du sociologue recommandé par les bailleurs du fonds et les études commanditées. Le profil de ce type de sociologue est appelé chez les allemands « ingénieur conseil ». Déjà il est souvent formé dans des écoles d'ingénieurs et des instituts d'agro économie, là où on suppose une formation spécifique théorique et pratique pour la mise en œuvre de l'intervention sur le terrain.

De cette façon le sociologue n'est plus l'intellectuel ou qui fait partie de l'élite, il est un technicien, exécuteur de tâches a part entière comme les autres membres de l'équipe (ingénieur, économiste, aménagiste, …).

3.5. Les bureaux d'études

Les bureaux d'études ont joué un rôle important dans l'intégration des sociologues dans le domaine de l'expertise et des études commanditées. Le début de l'action s'est caractérisé par un engagement de la part des bureaux d'études privés pour l'application de la méthodologie telle qu'elle était définie par les bailleurs de fond et l'administration du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques. Mais avec le développement des projets d'irrigation et d'alimentation en eau potable, le nombre des bureaux d'études a augmenté lui aussi et par conséquent la concurrence s'est développée est devenue rude. En effet, et pour gagner des marchés, les bureaux ont joué un double jeu : rabattre les prix des offres et adapter la méthodologie à leur faveur. Si on connaît que la dite méthodologie réserve la plus longue mission au sociologue (15 jours ouvrables au moins par projet), les responsables des bureaux d'études ont réduit cette mission au minimum possible (une journée par passage, et si le nombre de passages est de trois, donc la mission s'est réduite à 3 jours ouvrables).

Certains bureaux d'études engagent des animateurs et des non spécialistes dans le domaine des expertises réservés pour les sociologues pour une raison du coût.L'objectif

le plus manifestant est celui de la compétitivité, mais aussi pour augmenter leur marge bénéficière. Par conséquent, les bureaux d'étude ont contribué à la « défiguration » du rôle du sociologue contraint d'accepter cette situation sous l'influence d'une situation marginale et précaire.

4. Le profil actuel du sociologue expert

L'expertise en sociologie a toujours existé, Adorno[14] a expliqué cette intervention par le fait de rendre la réalité plus prévisible. La reconnaissance du rôle du sociologue variât d'une société à une autre. En effet, et pour les sociétés occidentales, l'expertise en sociologie occupe une place importante dans le champ de la sociologie et on peut dire qu'elle est légitimée, par contre dans les sociétés dites en voie de développement, c'est une autre réalité qui se dessine. C'est une forme de marginalisation des sociologues qui sont, et depuis la création des départements de sociologie à la quête d'une reconnaissance par les institutions des sociétés en développements.

Norbert Elias dit « Mais lorsque les sociologues, malgré leurs méthodes plus spécialisées et leur langage plus technique, ne sont, en fin de compte, pas moins influencés dans leurs approches des problèmes de société par des idéaux préconçus, sont-ils encore en état de remplir leur fonction de scientifiques[15] ? ».

A l'égard de cette situation nous sommes confrontés à un autre rôle de sociologue qui diffère de l'académicien sommes nous devant un autre profil ?

L'intervention du sociologue s'est développée au fil du temps en deux étapes. On propose la typologie suivante :

- la première étape : on peut qualifier le sociologue à un « **traducteur** » qui interprète le message de l'ingénieur pour les usagers d'eau. Le sociologue dans cette phase est dominé par les ingénieurs, son rôle est réduit aux informations sur les résultats de l'étude collectés par l'équipe technique.

- la deuxième étape : il est **informateur**, il transmet des informations sur le projet et ses objectifs…il commence à avoir un peu de liberté dans son intervention, mais faute de pression par les bureaux d'étude, son rôle s'est cristallisé dans la transmission de l'information jugée souvent insuffisante par les bailleurs de fond.

- Conscient de cette défaillance et pour améliorer le rôle du sociologue, les bailleurs de fond ont manifesté leurs intentions pour le profil souhaité. C'est le « **sociologue négociateur** » qui maîtrise un outillage sociologique et des sciences de la communication, pour bien dialoguer, communiquer mais aussi gérer des situations difficiles, souvent de tensions ou conflictuelles[16].

De cette dernière recommandation on peut conclure que l'objectif est d'introduire des sociologues **acteurs de développement**. Ils doivent prendre une position neutre entre l'administration et les bénéficiaires. Cette situation leurs permettra de révéler la réalité dans l'impartialité et peuvent jouer le rôle **d'intermédiaire** entre les attentes de la population et les approches ingénieuses préconçus par les décideurs. C'est la **concertation** avec la population, une façon de bien impliquer les usagers d'eau dans le processus de développement et à la quête d'une meilleure adhésion aux projets de développement.

L'intervention des bailleurs de fonds avait introduit une nouvelle dimension à la sociologie pratique par le biais d'une reconnaissance toute en légitimant le rôle des sociologues praticiens dans les projets du développement local. Par ailleurs, nous sommes devant la construction d'une nouvelle catégorie de sociologies qui incarne un double lien d'appartenance, d'abord se sont des sociologues par la connaissance théorique et méthodologique, mais aussi, ils jouissent d'une reconnaissance sociale par le milieu d'exercice et de l'expertise, un milieu où ils ont développé des compétences sociologiques spécifiques.

Conclusion

L'importance du rôle du sociologue dans les actions de développement est généralement mesurée par son efficacité. Faut –il adapter la formation des sociologues pour remplir cette tache ?

L'équation de respecter l'intégrité du statut du sociologue et de répondre aux besoins des études commanditées semble très difficile.

L'évaluation de l'intervention des sociologues sur terrain me parait un peu difficile pour un effort individuel. Mais une première constatation nous amène à dire que les sociologues dans la période des années 1960 et 1970 sont plus engagés, et de temps plus, bénéficiés de plus de liberté dans leurs engagement auprès du pouvoir17. Par contre dans la phase actuelle cette marge de liberté est limitée par le biais d'imposer la démarche méthodologique, les techniques d'investigation et d'animation et même le plan du rapport avec le caractère et la taille de l'écriture !

Les études commanditées sont généralement articulées avec les besoins des commanditaires qui exigent des produits « sociologiques » pratiques et efficaces afin de bien gérer les contraintes et les problèmes qui entravent les actions de développement.

Sommes-nous contraints de redéfinir la formation des sociologues ?

L'importance de l'information et de la communication, dans la conception des nouveaux modèles de développement, impose une autre manière de former les sociologues et les orienter vers des diplômes des études spécialisés.

Liste des abréviations

CERES : Centre des Etudes et des Recherches Economiques et Sociales

BRS : Bureau des Recherches Sociologiques.

AIC : Association d'Intérêt Collectif

GIC : Groupement de Développement Collectif

GDA : Groupement de Développement agricole

ADL : Association de Développement Local

SMSA : Sociétés Mutuelles de Services Agricoles

KfW : Banque Allemande de Développement

1 Bajoit (guy), Cinq théories sur le mal- développement, www/mhtlm.com

2 Balandier (George), Sens et puissance, Ed. P.U.F, 1986, p. 126

3 Balandier (G), Op.cit, p112

4 Hfaiedh (Abdelwaheb), Le métier du sociologue : position, rôle et fonction, Ed. Association Tunisienne de Sociologie, Tunisie 2000, p 33 (Texte en Arabe)

5 5 Hfaiedh (Abdelwaheb) Op,cit, p. 33

6 Piriou, Odile, La face caché de la sociologie, A la découverte des sociologues praticiens, Ed. Belin, Paris 2006, Pp. 13

7 Les phrases entre les guillemets appartiennent aux sociologues avec qui on a fait des entretiens

8 L'homme politique qui a dominé plusieurs poste politique à la fois, secrétaire d'Etat (Ministère du Plan) et Secrétaire Général de l'Union Général des Travailleurs Tunisiens …)

9 Balandier (G), Op, Cit. p 112

10 Entretiens avec des sociologues tunisiens des années 70

11 Spurk (Jan), Quel avenir pour la sociologie, Ed. PUF, 2006, p. 16

12 Spurk (Jan), Op.cit. p. 19

13 Le système actuel d'orientation est basé sur des scores pour chaque filière. Les spécialités les plus favorisées ont des scores très élevés et demandes des moyennes

importantes. La sociologie comme d'autres spécialités ne demande pas de fortes moyennes, une des raisons que les étudiants orientés aux départements de sociologie sont en majorité faibles.

14 Spurk (Jan), Idem, p.23

15 Elias (N), Engagement et distanciation, ed. Fayard, 1993, P. 27

16 Rapport de la KfW en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et des ressources hydrauliques, Evaluation de l'approche participative en Tunisie, 2006, p 32

17 Un témoignage du professeur Abdel Kader Zghal confirme cette idée, le faite que le pouvoir a nommé un syndicaliste nationaliste arabe à la tête du CERES, c'est qu'il existe une marge de liberté importante au sein de la structure et de son rapport avec le pouvoir. In Hfaiedh (Abdelwaheb) op.cit. p. 221

Bajoit (Guy), Cinq théories sur le mal- développement, www/mhtlm.com

Balandier (George), 1986, *Sens et puissance*, Ed. P.U.F,

Elias (N), 1993, *Engagement et distanciation*, Ed. Fayard,

Hfaiedh (Abdelwaheb), 2000, *Le métier du sociologue : position, rôle et fonction*, Ed Association Tunisienne de Sociologie, Tunisie, (Texte en Arabe)

Piriou .O. (2006), La face cachée de la sociologie. *A la découverte des sociologues praticiens*, Ed. Belin, Paris,

Rapport de la KfW en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques, *Evaluation de l'approche participative en Tunisie*, 2006

Spurk (Jan), 2006, *Quel avenir pour la sociologie ?* Ed. PUF

ASTIER I. (2007), *Les Nouvelles règles du social*, Paris, Presses Universitaires de France

AUT□S M., (1998), « La Relation de service identitaire, ou la relation de service sans service », *Lien social et Politiques* - RIAC, n°40, automne

BONAFÉ-SCHMIDT J.-P. (1992), *La Médiation, une médecine douce*, Paris, Éditions Syros/Alternative

BRIANT DE V. & Y. PALAU (1999), *La Médiation*, d*éfinition, pratique et perspectives*, Paris, Éditions Nathan 128

DUBAR C. (1995), *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Éditions Armand Colin

GOFFMAN E. (1973), *La Mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en*

public, Paris, Éditions de Minuit

GUILLAUME-HOFNUNG M., *La Médiation*, Paris, Presses Universitaires de France, collection Que sais-je ?